



POSITION DE L'OLUCOME FACE A LA CRISE ACTUELLE DU BURUNDI : CAUSES, CONSEQUENCES ET SOLUTIONS.

Mai 2017

Table des matières

0. Introduction	3
I. Historique de la crise burundaise.....	4
I.1. Causes profondes de la crise actuelle	6
I.2. Conséquences de cette crise	8
I.3. Acteurs internes et externes provocateurs des crises du Burundi	13
II. Propositions de solutions	14
III. Acteurs de mise en oeuvre	17
IV. Mécanismes de suivi.....	18
Conclusion	19

0. Introduction

L'Observatoire de Lutte contre la Corruption et les Malversations Economiques (OLUCOME), une des organisations de la société civile burundaise vieille de plus de 14 ans dans le combat acharné de lutte contre la corruption au Burundi produit ce document de plaidoyer sur la recherche de la paix au Burundi en vue de donner sa contribution dans la résolution de la crise actuelle au Burundi. La paix étant le moteur de tout développement du pays et étant donné que ce dernier exige la bonne gouvernance et la transparence dans la gestion de la chose publique, l'Observatoire s'est lancé depuis avril 2015 dans ce processus de la quête de la paix au Burundi sans laquelle la corruption et les malversations économiques s'intensifient exponentiellement.

L'Objectif global de ce document est de contribuer au retour de la paix durable au Burundi en trouvant des solutions appropriées aux vraies causes profondes des crises cycliques de violences et de sous-développement déjà vécues par les citoyens burundais.

Le retour d'une paix durable au Burundi va interpeller tout à chacun à s'unir pour développer le pays ensemble sans aucune exclusion.

C'est pourquoi la participation des organisations de la société civile dans les pourparlers inter burundais externes est incontournable d'autant plus que ces dernières sont des acteurs clés pouvant donner des contributions nécessaires à la résolution de la crise actuelle même si elles ne visent pas des intérêts politiques. Lors de ce dialogue, elles seront des témoins de ces résolutions conclues et suivront de près leur mise en application en vue de conseiller les politiciens face aux erreurs et omissions volontaires ou/et involontaires commises en assurant ainsi une vigilance citoyenne.

Le message de plaidoyer contenu dans ce document sera soumis à la facilitation de la sous-région dans la crise burundaise et fera objet d'échanges avec les décideurs, les partis politiques, les organisations de la société civile ainsi que les partenaires techniques et financiers qui prendront part aux pourparlers externes.

I. Historique de la crise burundaise

Le Burundi est un pays de l'Afrique centrale avec une superficie de 27 834 Km² et un effectif de la population de près de 12 millions avec une moyenne de 6 enfants par femme. Les projections statistiques montrent que l'effectif de la population burundaise sera en 2050 d'environ 36 millions si rien n'est fait pour maîtriser cette démographie. Cette dernière pourrait constituer un ingrédient de la guerre et conduire à l'explosion sociale. Sa population vit essentiellement de l'agriculture traditionnelle car près de 90% de cette dernière sont des agriculteurs. A l'époque traditionnelle, les citoyens burundais étaient gouvernés par des Rois et la bonne cohabitation, l'entraide, l'unité, l'exécution collégiale des travaux de développement communautaire, **les valeurs d'Ubuntu et d'ubushingantahe**, etc les caractérisaient. Les burundais s'identifiaient selon les clans et sur base des valeurs. La colonisation a contribué au développement et à la civilisation des Burundais en leur laissant des infrastructures de développement (les routes, les écoles, les hôpitaux,...) d'une part et malheureusement, selon plusieurs historiens crédibles, cette même colonisation a participé à la création des ethnies au sein des burundais pour les coloniser facilement d'autre part. Et les burundais l'ont accepté et l'ont vécu comme une réalité alors qu'ils ont une seule langue, une culture et un seul Dieu (Imana). Le régime royal s'est terminé avec la prise du pouvoir par force par le capitaine Michel Micombero en 1966, le premier Président de la République du Burundi. Depuis lors jusqu'à l'avènement des accords d'Arusha pour la Paix et la réconciliation en 2000, les dirigeants du pays issus des partis politiques particulièrement Uprona et Sahwanya Frodebu utilisaient de la discrimination ethnique dans la quasi-totalité des milieux de la vie nationale à savoir dans l'octroi de l'emploi, dans l'octroi des services,pour se maintenir au pouvoir. Ils éliminaient également physiquement, psychologiquement, financièrement, etc leurs concurrents politiques ou rivaux en vue de garder le pouvoir. La chose publique était mal gérée parfois détournée par les dirigeants et tout citoyen devrait le consommer car il était interdit de réagir si on veut sauver sa vie. L'aspect « ethnies » a été ensuite employé par les politiciens et les autorités pour générer les crises de violences et du sous-développement qu'a connu le Burundi en 1965, 1972, 1988, 1991 et 1993 qui ne visaient qu'exterminer l'autre qui

n' est pas de votre ethnie. Ces guerres ethniques aboutissaient au recul récurrent du développement du pays. Cependant, en 2005, avec l'avènement du parti CNDD-FDD au pouvoir la casque de rivalité des citoyens burundais a changé car on ne parle pas de problèmes ethniques mais les conflits politiques. Ces vices de corruption et d'extermination se sont également beaucoup multipliés par rapport aux autres régimes. La crise actuelle émane de ces conflits d'origine politique.

Cette crise a débuté le 26 avril 2015 suite à la présentation contestée de la candidature du Président Pierre Nkurunziza aux présidentielles de 2015 en vue de briguer le troisième mandat tout en violant la Constitution du Burundi et les accords d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation.

Une partie de la population burundaise de la capitale Bujumbura et des autres coins du pays issus des partis politiques de l'opposition, des organisations de la société civile indépendante et les citoyens à titre privé ont manifesté dans les rues depuis le 26 avril 2015 contre cette violation des lois fondamentales par le Président Pierre Nkurunziza.

Ces manifestations populaires ont occasionné beaucoup de dégâts matériels et humains ainsi que la persistance des violations des droits humains au pays jusqu'à l'heure où nous sommes.

Par conséquent, l'économie du pays a connu un choc bien important entraînant une diminution de la production nationale. Le Produit Intérieur Brut (PIB) est devenu négatif passant de 4.7 % en 2014 à -4.1 % en 2015. Selon le classement du Fonds Monétaire International (FMI) de 2015, le Burundi a été le premier pays le plus pauvre du monde avec un PIB par habitant de 315.2 USD. Cette situation s'est prolongée jusqu'à l'année 2017 où la monnaie s'est dépréciée de l'ordre de plus de 61.17%. Ce qui implique aussi l'augmentation de l'inflation qui a intensifié la diminution du pouvoir d'achat de la population à tel point qu'il y a eu des morts causées par la famine.

Ces crises antérieures et actuelle ont entraîné des conséquences d'ordre psychologique chez la plupart des burundais.

Bien que la Commission Vérité et Réconciliation (CVR) soit l'un des moyens pour la réconciliation des citoyens burundais, les conditions actuelles ne favorisent pas d'atteindre les résultats escomptés. A titre illustratif, la paix n'est pas retrouvée totalement, la liberté d'expression n'est pas garantie à cause de la peur généralisée au sein de la population, les réfugiés (plus de 400milles) qui ont un mot à dire n'ont pas encore regagné le pays, etc.

L'Observatoire trouve que le mauvais passé des crises cycliques vécu par les burundais dont certaines autorités actuelles a laissé des séquelles chez eux qui sont à l'origine de certaines mauvaises réactions et ceci a développé la crise de leadership au sein de la classe politique burundaise. Certaines autorités étant les victimes de ces crises, ils transmettent de génération en génération leur mode de réagir et de pensée téléguidé par les virus de ces crises, de telle manière que la société burundaise mérite une thérapie comportementale et cognitive. Le traumatisme qui abrite certaines autorités et membres de la communauté burundaise les entraîne parfois dans les erreurs dues au manque de **confiance en soi**. Plusieurs études convergent sur une chose, si le passé douloureux d'une personne ou des personnes n'est pas géré avec des outils et mécanismes adaptés, la probabilité que la crise revienne est de plus de 60 % .Ce qui a été, malheureusement, le cas pour le Burundi. Une fois que la crise politique se termine au Burundi, la CVR devrait donc commencer son travail si tous les obstacles ci-haut évoqués sont levés. Elle devrait être composée par des experts en la matière ayant une moralité sans reproche, qui mettraient en place des thérapies communautaires appropriées pour détraumatiser la population burundaise affectée dont ces dirigeants après une enquête nationale qui déterminera le niveau de l'anxiété au Burundi.

Bref, pour l'OLUCOME, ces crises cycliques touchent négativement une multitude d'aspects de la vie des burundais.

I.1. Causes profondes de la crise actuelle

Depuis son accession à l'indépendance, les crises qu'a connues le Burundi étaient d'origine ethnique et cachaient derrière elles des intérêts de certains individus contrairement à la crise actuelle de 2015 qui est d'origine politique mais qui cache aussi derrière elle des intérêts de

certaines individus. Ce qui fait que ces crises supposées résolues reprennent est que les solutions trouvées sont soit superficielles ou inappropriées aux problèmes identifiés ou bien les problèmes identifiés ne sont pas vraiment des causes de ces crises d'où l'Observatoire trouve qu'il faut identifier plutôt préalablement les vraies causes profondes.

Les dirigeants issus de trois partis politiques qui gouvernaient dont CNDD-FDD qui dirige le pays actuellement n'ont pas pu stabiliser et développer le pays comme il fallait mais les autorités issues de ces partis renforçaient leur parti politique pour se maintenir au pouvoir, s'enrichissaient individuellement au détriment de la population et n'étaient pas aussi épargné de la politique d'exclusion qui n'empêche pas d'ôter la vie à ses rivaux pour s'accrocher au pouvoir.

Les autorités actuelles et d'alors cherchaient et cherchent à se maintenir au pouvoir en modifiant la constitution burundaise en leur faveur et en visant deux choses l'honneur et l'argent tout en oubliant les préoccupations de la population. Pour y arriver, elles mettent en place un système à tous les niveaux plus particulièrement au niveau de la loi en vue de s'accaparer de la richesse du pays sans entrave. **D'où les vraies causes primaires ou profondes de la crise actuelle sont la mauvaise gouvernance politique et économique provoquée par un appétit insatiable de l'argent et du pouvoir des dirigeants politiques burundais; le manque de vision des leaders politiques et l'intérêt personnel toujours mis en avant par rapport à l'intérêt général.**

De plus, ces autorités, chacune à son époque, ne sauvegardaient pas ou ne définissaient pas les valeurs des burundais qui pourraient permettre la mise en œuvre effective d'une vision d'un leader à l'autre pour dire une vision globale du pays. Plutôt, elles dénaturaient ces valeurs pour qu'elles servent aux intérêts de certains individus et de leurs partis politiques alors que la tradition a laissé ces valeurs pour développer le pays. On citerait à titre **d'exemple la valeur d'Ubushingantaha qui a été dénaturée par le parti Uprona et le parti CNDD-FDD l'a presque annulée alors que c'est une valeur profitable à tous les burundais.** Un autre exemple, une autorité qui détourne les biens publics au Burundi reçoit une place de choix dans les festivités alors qu'il devrait être le contraire pour mériter une sanction morale. **La liste des valeurs qui ont été dénaturées au Burundi peut être allongée à savoir les valeurs**

d'honnêteté, de respect des biens d'autrui, de respect de la chose publique, de respect de la parole donnée « Kutihindukizamw'ijambo», de l'amour du travail, de la culture d'excellence,... La dénaturation ou la non considération des valeurs burundaises amène le pays à ne pas aboutir à sa vision à l'instar de la vision 2025 qui ne serait pas atteinte car les valeurs d' ubuntu et d'ubushingantahe laissées de côté par exemple ont permis aux autorités de détourner et de mal gérer la chose publique quitte à ce que les objectifs fixés dans le CSLP I et II (Cadre Stratégique de Croissance et de Lutte contre la Pauvreté 1^{ère} et 2^{ème} génération) ne soient pas atteints. De même, les médias, les associations et autres groupes de pression devraient respecter la déontologie de leur métier et les lois qui les régissent pour sauvegarder les valeurs qui les caractérisent comme le respect d'autrui en évitant des calomnies à l'encontre de l'autre.

La mise en place de ce système de se maintenir au pouvoir et la dénaturation de certaines valeurs burundaises créent d'autres méfaits qui se révèlent comme des causes secondaires à la crise actuelle à savoir le non-respect des lois du pays par les dirigeants, la dilapidation de la richesse nationale au seul profit du groupe au pouvoir ainsi que l'impunité (car la justice n'est pas indépendante) et les injustices sociales. Cette impunité a provoqué la protection mutuelle des dirigeants lors de la succession des régimes.

L'Observatoire de Lutte contre la Corruption et les Malversations Economiques (OLUCOME) considère que tant que les burundais ne trouvent pas des solutions à ces vraies causes profondes de cette crise, celle-ci pourra persister ou reprendre tôt ou tard au cas où elle aurait obtenue des solutions superficielles d'où l'Observatoire demande aux burundais qui participent au dialogue inter burundais externe de s'y pencher et d'en trouver des solutions durables en vue de couper court avec ces cycles de violences et du sous-développement au Burundi.

I. 2. Conséquences de cette crise

L'Observatoire a pu scinder les conséquences des crises cycliques au Burundi en conséquences chroniques et récentes.

I.2.1. Conséquences chroniques

Ces crises de violences cycliques ont conduit certains citoyens burundais dont les autorités à changer de mentalité et à s'adonner à la criminalité. Ils n'ont ni peur ni honte de violer les droits humains spécialement le droit à la vie.

Chaque fois qu'il y a une crise au Burundi, l'activité économique devient paralysée, les infrastructures sont détruites, la gouvernance se détériore de plus en plus, la production nationale chute et le revenu par habitant diminue à tel point que des fois le pays atteint la phase humanitaire pour dire l'extrême pauvreté. De ce fait, la corruption qui est l'une des conséquences de la perte des valeurs s'est déjà transformée en un mode de gouverner.

Ces crises créent également un sentiment de méfiance entre les burundais et occasionnent la fuite des burundais en exil dans les camps des réfugiés et ailleurs et d'autres se réfugient à l'intérieur du pays comme des déplacés.

I.2.2. Conséquences récentes

1. La mauvaise réaction des agents de l'ordre aux manifestants anti-troisième mandat d'avril 2015 a déjà engendré, selon les rapports des organisations internationales, de centaines de morts, plus de 400 000 personnes réfugiées dans les pays de la sous-région et autres, plus de dix organisations de la société civile suspendues dont certaines sont aujourd'hui radiées, cinq stations de radios et deux télévisions fermées après les avoir détruites moyennant actuellement deux stations de radios ouvertes et une télévision ayant repris ses émissions, plus de 6.000 prisonniers politiques et d'opinion ainsi que des biens matériels publics et privés dégradés et détruits par l'incendie ou les armes. Aujourd'hui, les enlèvements et les emprisonnements arbitraires des citoyens soupçonnés anti-troisième mandats continuent à être opérés par le Gouvernement.

2. Ceux qui ont tenté de renverser le pouvoir issu des élections de 2010 par un coup d'Etat militaire, ont poussé le pouvoir en place à intensifier l'usage de la force et la commission des violations des droits de l'homme au Burundi quitte à semer la panique au sein des citoyens

burundais. Cette situation a été profitée par les autorités en place pour adopter des lois qui rétrécissent les libertés d'expression, d'association et de presse. Mais également, la séparation des trois pouvoirs (l'exécutif, le législatif et le judiciaire) n'y est plus à cause du terrorisme qui est utilisé par le système en place menant le pays dans une dictature sans précédent.

3. Cette crise a détérioré les bonnes relations qui existaient entre le Burundi et ses partenaires techniques et financiers quitte à ce que ces derniers estompent la part de leur financement pour le Burundi. Cette situation a eu des répercussions négatives et très importantes sur l'économie burundaise déjà moribonde. Le tarissement des finances publiques a entraîné un recours massif aux avances de la Banque de la République du Burundi d'où l'endettement public auprès des fournisseurs de biens et services du secteur privé opérant au Burundi est actuellement évalué à près de 700 milliards Fbu (cf. Le rapport du Comité National de la Coordination des Aides CNCA 2016). Ce qui a fait que pour cette année 2017, le Gouvernement a accentué la pression fiscale sur une population déjà pauvre.

4. La monnaie burundaise est tellement dévaluée de l'ordre de 9,8 % car le taux officiel d'un dollar américain était de 1556,42 Fbu en avril 2015 contre 1709,11 Fbu en avril 2017. Dans les bureaux de change, 1USD équivalait à 1700 Fbu en avril 2015, aujourd'hui il s'achète à 2740 Fbu **soit une dépréciation monétaire de 61.17 %**.

Il est incompréhensible qu'une seule économie burundaise puisse avoir deux taux de change différents d'une seule monnaie étrangère en arguant que l'un est officiel et l'autre officieux alors que les banques commerciales et les bureaux de change offrant ces services sont agréés et contrôlés par la même Banque de la République du Burundi (BRB). Cet état de choses renseigne sur le degré combien élevé de la mauvaise gouvernance et de la corruption que le Burundi a déjà atteint. Suite à ce manque des devises, certains produits sensibles (médicaments spécialités, ...) sont importés en quantité insuffisante vis-à-vis de la demande nationale pour dire en d'autres termes que ces produits manquent au pays. Ce qui est grave, les acheteurs de ces devises à la BRB (les importateurs) prennent une partie de ces dernières

pour alimenter le marché noir au lieu d'utiliser la totalité de ces devises pour faire des importations. Pire encore, la BRB donnerait aussi ces devises aux personnes qui n'importent pas alors que le pays a peu de devises.

L'inflation a également augmenté. Par la pénurie de devises au Burundi et la chute de la production, les prix moyens des denrées alimentaires ont augmenté en général de l'ordre de plus de 68 % d'autant plus que par exemple 1kg de haricot s'achetant à 800 Fbu en avril 2015 s'achètent actuellement à 1700 Fbu. Pour le riz, son prix est passé de 1100 Fbu en avril 2015 à 2300 Fbu en mars 2017.

5. Le Produit Intérieur Brut (PIB) de 2015 a enregistré une très forte baisse, devenant négative à hauteur de -4.1 % contre 4.7 % en 2014. En 2017, le pays a continué d'afficher une croissance négative, en raison de la fragilité de l'environnement politique, d'une consommation privée certainement affaiblie par une contraction de la production alimentaire imputable aux chocs climatiques, d'une saison sèche creuse plus longue que prévue et des migrations forcées (réfugiés et personnes déplacées à l'intérieur du pays). L'insécurité alimentaire est alarmante : le Burundi arrive dernier du classement selon l'Indice de la faim dans le monde de 2013. Près d'un ménage sur deux (environ 4,6 millions de personnes) souffre d'insécurité alimentaire, et plus de la moitié des enfants affichent un retard de croissance (PAM, 2014 et 2016). **Etant donné que plus de 3 millions des citoyens burundais souffrent de la faim dont 1 million peuvent mourir en cas de non-assistance (rapport d'OCHA du mois de janvier 2017), le Burundi a quitté la phase de développement vers la phase humanitaire le 19 janvier 2017 suite à ces problèmes ci haut évoqués.**

6. Le taux de chômage a augmenté. Les jeunes de moins de 35 ans représentent plus de 60% de la population dont la majorité est sans éducation scolaire, sans formation professionnelle, sans aucune chance de promotion humaine, beaucoup d'entre eux de jeunes ruraux préfèrent l'exode vers les villes du pays par exemple les taxis vélos qui sont autour de 26 milles enregistrés par leurs associations sans parler les garçons et filles de ménages. De 2015 à ce jour, le taux de chômage s'est accentué suite aux entreprises commerciales et de production qui ont mis au

chômage technique certains de leurs employés à cause de la baisse de leurs revenus, à la mesure du Gouvernement de non recrutement des agents publics dans la plupart des ministères, au gel de financement extérieur qui a occasionné la diminution du personnel de certaines ONGs locales et étrangères.

7. La corruption augmente du jour au jour. Deux grandes voies sont illicitement instaurées par le pouvoir en place pour dilapider et détourner la chose publique à savoir :

- **Détournement de lingot d'or en provenance de la République Démocratique du Congo (RDC) :** Selon trois récents rapports des Nations Unies, le Burundi avait accepté que 471 kg d'or ont transité de son territoire. Mais, après vérification par les Nations Unies, il a été constaté qu'à Dubaï l'or de la RDC transité par l'aéroport international de Bujumbura était de 3000 kg.

- **Octroi illégal des marchés publics :** La plupart des marchés publics sont attribués pratiquement aux mêmes personnes qui gardent une part du prix de ce marché à elles, une autre part est donnée aux commissionnaires et une autre part est donnée au parti CNDD-FDD à travers entre autre le compte bancaire « Wamaze iki ? ». Ces individus sont devenus plus riches que l'Etat.

Les contrats coûteux et mafieux que le Gouvernement signe en violation des procédures des marchés publics avec certains investisseurs non crédibles notamment les investisseurs opérant dans le domaine des minerais au Burundi sont des contrats qui n'apportent aucune plus-value à l'économie mais plutôt qui risqueraient d'accentuer les conflits sociaux. Ils sont signés sur fonds de corruption et en privilégiant les intérêts des individus. Les études faites sur le Nickel de Musongati, de Nyabikere et les terres rares de Gakara ont montré que si il y avait une bonne gestion de ce secteur et de ses revenus, le taux de croissance économique augmenterait sensiblement.

I.3. Acteurs internes et externes provocateurs des crises du Burundi

Les acteurs internes identifiés par l'OLUCOME sont les Généraux et leurs lieutenants qui gouvernent dans l'ombre le pays à la place des autorités officielles.

Les régimes républicains qui se sont succédés au Burundi dont les présidents étaient des rares civiles étaient et sont dictés par les hauts gradés de l'armée du pays sous une forme illégale. Ce pouvoir de l'ombre donne des ordres à tous les services de l'Etat comme si ces Généraux ont remplacé les autorités publiques.

Les acteurs externes identifiés sont les colonisateurs et certains partenaires techniques et financiers.

La colonisation a contribué au développement et à la civilisation des Burundais en leur laissant des infrastructures de développement (les routes, les écoles, les hôpitaux,...), mais, cette même colonisation a participé à la division des burundais en amenant les directives de différenciation des Tutsi, Hutu et Twa alors que les burundais n'en savaient rien et étaient unis. Cette division ethnique a été à l'origine de différentes violences qui ont eu lieu au Burundi selon plusieurs historiens crédibles.

Lorsque certains partenaires techniques et financiers signent avec le Gouvernement les conventions de partenariat économique qui n'apportent pas une plus-value importante à la vie de la Nation en suivant le principe de gagnant-perdant et non de gagnant -gagnant, ce comportement engendre les conflits et la misère au sein de la population burundaise, source de violences.

II. Propositions de solutions

Dans cette partie, l' OLUCOME suggère à la Facilitation, à l'East African Community (EAC) et à toute autre partie impliquée dans la recherche de la paix au Burundi, des solutions qui devraient être prises en vue de faire face aux causes profondes de la crise actuelle pour que les citoyens burundais ne retombent plus dans ces cycles de violences et du sous-développement. A cet effet, l'Observatoire propose les solutions à court, moyen et long terme.

Pour le court terme :

1. Le strict respect de l'accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation et la constitution burundaise en général et en ce qui est de la limitation des mandats et du respect de l'équilibre ethnique et du genre dans les services de l'Etat en particulier ;
2. Se réserver d'amender la Constitution burundaise jusqu'à ce que les pourparlers externes s'y prononcent et donnent l'autorisation pour cette révision de la loi fondamentale en vue d'éviter qu'elle soit amendée dans l'intérêt d'un groupe d'individus au pouvoir pendant cette période de crise;
3. Assurer une mise en application effective de la loi sur la séparation entre les postes techniques et les postes politiques en promouvant la culture de redevabilité chez les employés et employeurs du Burundi via l'outil de gestion axée sur les résultats ;
4. Mettre en place des mécanismes pour mettre fin à la culture de l'impunité, aux injustices sociales et à l'impunité des crimes économiques et du sang;
5. Exiger au Gouvernement en place de mettre en application les résolutions issues du dialogue inter burundais organisé par les Nations Unies à Bujumbura en mai 2015 entre le Gouvernement et les partis politiques notamment la réouverture de certaines stations de radios privées, de libérer inconditionnellement les prisonniers politiques, d'annuler des mandats d'arrêts émis contre certains leaders burundais de l'opposition, de la société civile et des médias,...

6. Obliger le Gouvernement en place de lever la mesure de suspension et de radiation de plus de dix organisations de la société civile burundaise ;
7. Créer un espace politique et démocratique favorable et garantir les libertés publiques et d'association en révisant les nouvelles lois adoptées par le Gouvernement en place sur les partis politiques, la société civile et les médias qui rétrécissent cet espace ;
8. Mettre en place des mécanismes pouvant garantir des élections libres, transparentes et non contestables;
9. Conclure un accord qui doit être suivi par la communauté internationale jusqu'aux prochaines élections ;
10. Tracer un canal de financement par les partenaires pour permettre le soulagement de la misère et la faim de la population burundaise ;
11. Mettre fin à l'autorité de l'ombre de certains Généraux qui remplace illicitement les autorités soient disant en fonction ;
12. Mettre en place une loi sur l'accès à l'information pour que les citoyens burundais puissent avoir des informations fiables et utiles de l'Etat facilement quitte à abandonner la considération de certaines opinions erronées ou rumeurs ;
13. Rappeler aux leaders politiques burundais de mettre en avant les projets et programmes évaluables au lieu des slogans politiques basés sur les divisions et la haine ;
14. Inviter les organisations de la société civile dont celles des jeunes, des femmes et celles qui défendent les droits de la 1ère et 2ème génération dans le dialogue inter burundais externe pour qu'elles soient parties prenantes dans ces pourparlers même si elles ne visent pas les intérêts politiques.

Pour le Moyen terme :

1. Mettre en place des garanties de la séparation nette des trois pouvoirs : le judiciaire, le législatif et l'exécutif mais également de

l'opposition politique, des médias et de la société civile en éliminant le pouvoir caché ou de l'ombre constitué par certains Généraux et les hommes forts corrompus ;

2. Doter de moyens financiers aux partis politiques et mettre en place un organe indépendant de gestion de ces partis politiques afin d'éviter que le parti au pouvoir à travers son ministre de l'intérieur sabote les activités des autres partis politiques ;

3. Suspendre provisoirement les activités de la Commission Vérité et Réconciliation au Burundi, attendre le moment propice de la paix durable où la plupart des burundais réfugiés seront au pays et confier cette mission à des experts burundais en la matière de moralité sans reproche pour qu'ils mettent en place des thérapies de dé-traumatisations des communautés des citoyens et de ceux qui aspirent être des dirigeants ;

4. Commanditer un audit général de l'Etat ;

5. Mettre sur pied un plan de reconstruction et de développement, type plan Marshall, pour relever et relancer l'économie du Burundi ;

6. Mettre en place une politique nationale de redistribution des ressources en mettant le système de protection sociale et de partage équitable du revenu national afin d'encourager les citoyens à s'adonner effectivement aux activités de développement du pays ;

7. Utiliser le principe de gagnant-gagnant et non de gagnant -perdant lors des négociations sur les accords de partenariat économique entre le Burundi et un autre pays pour éviter les contrats coûteux et mafieux à la Nation;

8. Créer un réel cadre de dialogue indépendant, permanent, inclusif et opérationnel régi par la loi tenu suivant une périodicité annuelle entre les gouvernants, tous les partis politiques dont ceux de l'opposition et les représentants de la société civile burundaise pour étudier et résoudre les défis de ce moment qui pèsent sur les citoyens burundais ;

9. Mettre en place une disposition légale qui énonce l'application impérative de toutes les recommandations issues dudit cadre de dialogue ;

10. Mettre en place des mesures qui interdisent le Président de la République à implanter un système qui le protège injustement avec ses alliés ;

11. Mettre en place un système de démilitarisation du régime présidentiel, des institutions étatiques et des ligues des jeunes affiliés aux partis politiques;

12. Redéfinir les normes juridiques et sociales reposant sur les valeurs consensuelles des burundais et assurer leur mise en application effective ;

13. Éduquer la population et les autorités en général ainsi que la jeunesse en particulier à sauvegarder les bonnes valeurs d'Ubuntu, d'Ubushingantahe, d'honnêteté, de respect des biens d'autrui, de respect de la chose publique, de respect de la parole donnée « Kutihindikiza mw'ijambo », de l'amour du travail, de la culture d'excellence,... qui permettront à atteindre la vision des leaders politiques sans beaucoup d'entraves ;

14. Maîtriser la démographie et le chômage au Burundi, considérés comme les ingrédients de la guerre ;

15. Promouvoir un système éducatif axé sur l'entrepreneuriat et la culture d'excellence afin de permettre aux lauréats de créer leurs propres emplois au lieu de toujours penser que l'Etat est le seul employeur ;

Pour le long terme :

1. Renforcer les principes de la démocratie et de la gouvernance dans toutes ses formes dans le pays en vue d'accéder à l'indépendance économique effective du Burundi ;

2. Mettre en application d'une manière stricte la charte africaine pour la démocratie et la bonne gouvernance.

III. Acteurs de mise en œuvre

Les acteurs de mise en œuvre des résolutions qui seront issues de ces pourparlers inter burundais externes sont des personnalités qui auront le mandat de préparer les élections transparentes, crédibles et non

contestables. Les membres des institutions de l'Etat qui seront élus par le peuple et d'autres nommés par les hautes autorités élues constituent également des acteurs clés de mise en œuvre des compromis du dit dialogue.

IV. Mécanismes de suivi

L' OLUCOME propose qu'il y ait une mise en place par une loi votée au parlement d'une structure indépendante qui sera dotée des moyens techniques et financiers pour effectuer le suivi de la mise en application de tous les compromis qui seront arrêtés. Elle sera composée des personnalités issues des domaines concernés par les compromis dont les secteurs publics, privés, la société civile et la communauté internationale tout en ayant préalablement établi les critères objectifs du choix de ces personnalités. Les garants de ces accords doivent faire une évaluation annuelle de sa mise œuvre pendant au moins 10 ans. Les Chefs d' Etats de l' EAC auront à analyser les rapports annuels de cette structure tous les deux ans pour émettre des recommandations à l'endroit des décideurs burundais.

Conclusion

L'OLUCOME trouve que les crises de violences et du sous-développement se répètent au Burundi parce que les solutions trouvées dans le passé ne touchaient pas essentiellement les vraies causes profondes aux crises. Il serait comparé à un médecin qui traite son patient en lui prescrivant des médicaments qui guérissent les symptômes de la maladie sans attaquer le virus causal de cette maladie. De ce fait, il recommande à tous les participants dans le dialogue inter burundais externe de déceler réellement les vraies causes profondes à la crise actuelle et d'y trouver des solutions durables à la lumière des causes profondes et solutions décrites dans ce document. L'Observatoire demande enfin à la Médiation, au Gouvernement et à la classe politique burundaise de considérer le rôle important de la société civile dans ces pourparlers et de la considérer comme une partie prenante dans ledit dialogue ayant un rôle de donner des contributions et d'effectuer la vigilance citoyenne à travers le suivi de la mise en œuvre de tous les compromis.